

Études internationales



WILKENS, Andreas (dir.), *Le Plan Schuman dans l'histoire. Intérêts nationaux et projet européen*, Coll. Organisation internationale et relations internationales, Bruxelles, Bruylant, 2004, 467 p.

André Dumoulin

Volume 36, numéro 2, juin 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/011432ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/011432ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumoulin, A. (2005). Compte rendu de [WILKENS, Andreas (dir.), *Le Plan Schuman dans l'histoire. Intérêts nationaux et projet européen*, Coll. Organisation internationale et relations internationales, Bruxelles, Bruylant, 2004, 467 p.] *Études internationales*, 36(2), 276–278.
<https://doi.org/10.7202/011432ar>

autres institutions politiques. Comme le démontrent les arguments cités plus haut, les relations de causalité demeurent peu claires. Il incombe à des futurs chercheurs de s'en occuper.

Une autre ligne de recherche suggérée par ce livre est celle des systèmes politiques subnationaux. Bien que *Federalism and Democracy in Latin America* ne s'engage pas vraiment dans cette direction, certaines discussions réclament, comme on l'a vu plus haut, une meilleure compréhension de cette question.

En conclusion, *Federalism and Democracy in Latin America* est une contribution importante aux études sur l'Amérique latine aussi bien qu'à celles sur les relations entre fédéralisme et démocratie. Les propositions théoriques qui découlent de cet ouvrage sont à la base de maintes hypothèses intéressantes, dont la possibilité que le fédéralisme ne soit aussi compatible avec la démocratie qu'on l'avait cru jusqu'ici. Néanmoins, la définition de démocratie utilisée tout au long du livre mérite bien d'être revue.

Julián DURAZO-HERRMANN

El Colegio de San Luis, Mexique

EUROPE

Le Plan Schuman dans l'histoire. Intérêts nationaux et projet européen.

WILKENS, Andreas (dir.). *Coll. Organisation internationale et relations internationales*, Bruxelles, Bruylant, 2004, 467 p.

À la suite d'un colloque d'historiens réunis autour du 50^e anniversaire du plan Schuman (9 mai 1950)

cet ouvrage tente de faire le bilan des multiples travaux sur cet événement majeur, à la fois pour les relations franco-allemandes et la formation des Communautés européennes. La vingtaine d'auteurs ont cherché, à partir de contributions de haute qualité analytique, à déceler la part du mythe qui entoure ce plan, profitant de cette célébration qui leur a permis de présenter des nouveaux travaux inédits et novateurs grâce à l'ouverture de nouvelles archives.

Ce travail passionnant, résultat d'une collaboration entre l'Université d'Orléans et l'Institut historique allemand de Paris, porte dans un premier temps sur les précurseurs historiques de l'entre-deux-guerres, pour aborder ensuite les stratégies des différents gouvernements européens, pour conclure sur les différentes interactions qui apparurent avec les milieux économiques, industriels, syndicaux et des opinions publiques.

Pierre Gerbet nous rappelle que la déclaration du 9 mai 1950 a constitué un tournant essentiel dans le processus de la construction européenne. À partir de l'examen du contexte, du concept, du projet, de la déclaration et de la portée du message solennel, il nous permet de comprendre pourquoi le plan Schuman – rédigé et porté par Monnet – fut conceptualisé dans le secret par une petite équipe avant d'être livré à l'opinion publique.

Il s'agissait de régler l'intégration de l'ouest allemand avec l'Occident le plus rapidement possible – guerre froide oblige – en se jouant des craintes des Français et des réflexes malthusiens. Fusionner le charbon et

l'acier par-dessus les frontières sous une souveraineté commune et à finalité fédérale devait être un gage de paix, en empêchant toute préparation à la guerre par le contrôle des industries lourdes. En d'autres mots, supprimer à terme toute opposition séculaire de l'Allemagne et de la France.

D'ailleurs, cette mise en commun des productions de base et l'institution d'une Haute Autorité commune supranationale de la CECA disposeront d'une garantie : celle du rapport public de l'ONU sur la sauvegarde des fins pacifiques de la nouvelle organisation. Le Plan Schuman annonça la fin de « la gouvernance anglaise », le lancement du processus conduisant au Marché commun des Six, la voie vers la formation d'un système politique européen au nom de l'intérêt commun et, en définitive, l'établissement d'une nouvelle architecture pour l'Europe. La méthode utilisée, à savoir construire « des réalisations concrètes créant des solidarités de fait » deviendra, avec ses réussites et ses échecs, une des méthodes privilégiées de construction de l'Europe.

De cette démonstration, différentes contributions vont s'attacher à examiner de manière très fine certains aspects particuliers autour du plan Schuman, que ce soit les rétroactes avec les précurseurs possibles au plan Schuman dont la question des cartels (contribution de Clemens A. Wurm) ; les convictions du chancelier Konrad Adenauer pour qui la question de la sécurité, primordiale, déterminait la tactique de soutien au plan français (Klaus Schwabe) ; le contexte particulier de la reconstruc-

tion de l'après-guerre et l'influence de l'américanisation de l'industrie ouest-européenne dont le refus des cartels (Volker Berghahn) ; le rôle éphémère de l'Autorité internationale de la Ruhr (Corine Defrance) ; les trois orientations des motivations de Paris – à savoir le couple franco-allemand, le caractère supranational, la priorité économique – face aux difficultés de la coopération avec Londres et la nécessité d'intégrer l'Allemagne sans perdre la face (Marie-Thérèse Bitsch) ; la déchirure entre le continent et le Royaume-Uni (Élisabeth du Réau) ; les réactions du syndicat CGT mosellane d'inspiration communiste refusant l'idée d'intégration européenne (Sylvain Schirmann) ; les réactions plurielles des sidérurgistes français début des années cinquante (Sylvie Lefèvre-Dalbin) et celles sous forme de surenchère des militants fédéralistes intégraux bousculés par l'échec de la CED (Bertrand Vayssière) ; les perceptions (au pluriel) de l'opinion publique française (Anne Dulphy et Christine Manigand) ; les questions autour de la fin des limitations de l'industrie allemande (Andreas Wilkens) ; la position des syndicats ouest-allemands face au plan Schuman (Werner Bühner) ; la posture de la RDA (Ulrich Pfeil) et de l'Italie (Daniela Preda) à ce sujet ; la place qu'occupait le Néerlandais Max Kohnstamm, bras droit de Monnet, et qui fut le secrétaire de la Haute autorité de la CECA.

Pour Gérard Bossuat, dans une contribution sous-titrée « De l'histoire au mythe », les contemporains voyaient dans la déclaration Schuman une initiative constructiviste audacieuse et originale, une surprise

par ce constat de retournement de la politique française vis-à-vis de l'Allemagne, un projet économique et politique. Aujourd'hui, Schuman et Monnet sont vus par le premier cercle comme les lumières des nations européennes dont les actes appartiennent à l'ordre moral et spirituel, accomplissant le destin de l'Europe !

Au-delà de cette image d'Épinal et de discours d'épopée, d'autres lisent le plan Schuman plutôt comme un acte d'opportunité politique (Bernard Clappier), la naissance d'une unité économique européenne (Thatcher), un projet politique (Mitterrand et Schmidt), l'expression des intérêts français immédiats de politique étrangère (Toulemon), le déclencheur du processus d'unité économique et politique de l'Europe (Baron Crespo) et plus particulièrement les bases des futures institutions européennes ultérieures (Delors), le prélude à un nouvel humanisme inter-européen formant une communauté de destin (Martens).

La déclaration du 9 mai 1950 considérée aussi comme une « géniale fuite en avant » peut être ainsi perçue autant comme plan prophétique que pratique, quand bien même le fédéralisme européen s'est heurté assez vite à la prégnance des États-nations et à l'intergouvernementalisme.

Ouvrage collectif faisant le bilan critique à partir de nouvelles lectures et sources, enrichi d'une conclusion tout en nuances (Wilfried Loth) où le mythe côtoie le réel, il peut offrir de nouvelles perspectives de lectures et d'interprétations de la saga du plan Schuman. Rehaussant cette fois encore la pertinente collection de Victor-Yves Ghebali aux éditions

Bruylant, cette somme nous délivre en quelque sorte une vérité : nous ne pouvons appréhender l'Union européenne aujourd'hui et maîtriser autant que faire se peut son avenir, sans avoir pris connaissance des signifiants du plan Schuman avec ses multiples ramifications philosophiques, iréniques, économiques, politiques et diplomatiques.

André DUMOULIN

École royale militaire, Bruxelles

La Pologne et l'intégration européenne.

DE WAELE, Jean-Michel (dir.). Coll.

Sociologie politique, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2003, 212 p.

En 2004, la Pologne a fait son entrée dans une Europe élargie à la suite d'une campagne intense qui verra le « oui » l'emporter avec 77,41 % des votes. Cette intégration a été qualifiée de succès par les médias, car elle a permis de mettre fin à l'influence soviétique et de passer à une nouvelle étape. Depuis 1989, le pays a connu une profonde évolution en raison de l'ouverture provoquée par la libéralisation de l'économie et la démocratisation de l'espace public. Ce livre est le résultat d'un colloque international tenu en novembre 2001 à l'Université libre de Bruxelles dans un contexte bien particulier de pré-adhésion européenne et sous toile de fond des élections parlementaires polonaises du 23 septembre 2001. Les études présentées par des spécialistes polonais font en effet état d'un plus grand scepticisme à l'endroit de l'Europe et d'une fracture grandissante au sein de la société polonaise entre les partisans et les opposants à l'aven-